

Valérie Niquet

TAÏWAN
FACE À LA CHINE

Vers la guerre ?

Préface de Bruno Racine

TALLANDIER

Cartes : © Éditions Tallandier/Légendes Cartographie, 2022

© Éditions Tallandier, 2022
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-4729-7

À Olivier, Bridget, Yves, Jean-Pierre, Erik et les autres.
À notre amitié...
Et à Taïwan.

Avertissement

Le nom officiel de Taïwan est République de Chine (ROC). Nous utiliserons indifféremment Taïwan ou République de Chine pour désigner le territoire administré par les autorités taïwanaises. Dans les quelques instances internationales qui acceptent Taïwan, la Chine impose, comme aux Jeux olympiques, le terme « Taipei chinois » (*Zhongguo Taipei*). Jusque dans les années 1950, en Occident, Taïwan était généralement appelé Formose. Tous ces noms résument la complexité de la question taïwanaise.

Alors que Pékin parle de « réunification » avec Taïwan, nous utiliserons de préférence le terme « unification », Taïwan n'ayant jamais fait partie de la République populaire de Chine.

Pour la transcription des noms chinois, nous utilisons la transcription Wade-Giles pour les noms propres utilisés à Taïwan et le Pinyin pour ceux utilisés sur le continent. En chinois, le nom de famille précède le prénom, des deux côtés du détroit de Taïwan.

Préface

Par l'un de ces paradoxes dont l'histoire est friande, Taïwan, la Formose d'autrefois, cette île qui n'a été rattachée au monde chinois qu'assez tardivement, est aujourd'hui au cœur de la question de l'identité de la nation chinoise – celle que le Parti communiste prétend incarner à lui seul, la souveraineté de fait de Taïwan n'étant dans cette vision qu'une anomalie transitoire.

Le livre de Valérie Niquet, avant d'en venir aux enjeux les plus actuels, a le mérite de retracer l'histoire de l'île, une mise en perspective indispensable si l'on veut comprendre les subtilités aussi bien de la politique intérieure taïwanaise que des relations tissées entre l'île et le continent. Il est important de rappeler que le peuplement original de Taïwan, demeuré majoritaire jusqu'au XVIII^e siècle, appartient à la grande famille austronésienne, au même titre que les Philippines ou l'Indonésie, que l'immigration chinoise a débuté lorsque les Hollandais ont souhaité l'exploiter en faisant appel à une main-d'œuvre plus docile que les indigènes, que l'île n'est entrée formellement dans l'Empire chinois que dans la seconde moitié du XVII^e siècle – sans être du reste

entièrement contrôlée – et que c’est apparemment sans grands états d’âme que la dynastie mandchoue, après sa défaite contre le Japon, l’a cédée au vainqueur en 1895. Si la colonisation japonaise n’y a pas toujours été douce, tant s’en faut, il n’en reste pas moins que Tokyo a cherché à faire de Taïwan une colonie modèle, développant son économie, la dotant d’infrastructures modernes et ouvrant largement l’éducation aux populations locales. C’est cette relative osmose qui explique la dureté, voire la férocité avec laquelle Chiang Kai-shek, replié sur l’île avec près de 2 millions de continentaux en 1949, a rapidement traité les autochtones, dont les élites parlaient mieux le japonais que le chinois et qui avaient combattu par dizaines de milliers dans l’armée impériale. Au point que dans l’imaginaire de nombreux Taïwanais, la colonisation japonaise apparaît rétroactivement idéalisée... Valérie Niquet montre également comment Taïwan est passé sans heurts à la fin des années 1980 d’une dictature incarnée jusqu’à sa mort en 1975 par le Generalissimo, ancien dauphin de Sun Yat-sen et admirateur du modèle léniniste, tout à son rêve de reconquérir le continent sur les « bandits communistes », à une démocratie authentique, où la liberté de la presse est exemplaire, capable de pratiquer l’alternance politique en douceur tout en restant parfaitement fonctionnelle comme le montrent, entre autres, ses résultats économiques, sans parler de son rayonnement culturel. C’est du reste parce que Taïwan constitue un modèle alternatif, en réalité plus performant dans la plupart des domaines que le « socialisme aux caractéristiques chinoises », que son existence

PRÉFACE

séparée représente un défi insupportable pour Pékin. Pour autant, la relation entre les deux rives du détroit ne se limite pas à cette rivalité idéologique. Avec l'ouverture de la Chine au monde promue par Deng Xiaoping et la mondialisation des échanges, les entrepreneurs taïwanais de toute taille sont devenus l'un des moteurs essentiels du miracle chinois, et pour cette raison forment le groupe le plus attentif à éviter tout ce qui pourrait conduire à une rupture, et *a fortiori* à un conflit avec Pékin. C'est sur cette convergence des économies – la Chine absorbant 44 % des exportations taïwanaises – que Pékin comptait pour parvenir à l'unification, à l'époque où le mot d'ordre « une nation, deux systèmes », qui n'a plus de raison d'être depuis la mise au pas impitoyable de Hong Kong, était encore d'actualité. La relation entre Pékin et Taipei a évidemment fluctué au fil des alternances démocratiques sur l'île : relativement détendues lorsque le président était issu du vieux Kuomintang, toujours attaché au dogme de l'unité de la Chine, nettement moins amicales lorsque le chef de l'État était issu du parti indépendantiste, comme ce fut le cas entre 2000 et 2008, et de nouveau depuis 2016, avec Tsai Ing-wen, première femme élue à la tête d'un pays en Asie du Sud-Est. Mais il est frappant de constater la maturité de la classe politique taïwanaise, qui s'est toujours gardée de franchir la ligne rouge de l'indépendance formelle qui offrirait à Pékin le prétexte d'une intervention militaire. Cependant, le durcissement opéré par Xi Jinping en paroles et en actes constitue désormais un paramètre que ne peuvent ignorer même les courants taïwanais les plus soucieux

de préserver de bonnes relations avec Pékin, y compris les entrepreneurs qui, comprenant les dangers d'une dépendance excessive à l'égard du grand voisin et soucieux de maintenir des liens profitables avec les États-Unis, commencent bon gré mal gré à relocaliser à domicile ou dans des pays tels que le Vietnam des activités productives précédemment implantées en Chine. L'évolution du régime chinois place en effet l'avenir de Taïwan au cœur de la rivalité sino-américaine, qui va structurer les relations internationales au cours des décennies à venir. L'île se situe au centre de la ligne d'archipels qui barre l'accès de la Chine aux grands espaces maritimes, entre le Japon et les Philippines, tous deux alliés aux États-Unis : elle constitue donc un enjeu stratégique de premier ordre, plus encore aujourd'hui qu'à l'époque de la guerre froide. En prendre le contrôle serait pour Pékin une victoire éclatante qui compromettrait la crédibilité des États-Unis non seulement auprès de ses partenaires de la région, à commencer par le Japon et la Corée, mais plus largement dans le monde. Pour autant, Taïwan ne bénéficie pas d'un accord de défense avec les États-Unis, même si ceux-ci entendent lui donner les moyens de se défendre et dénoncent le caractère inacceptable d'une réunification par la force. L'« ambiguïté stratégique », expression fétiche qui caractérise la relation depuis le *Taiwan Relations Act* de 1979, a certes donné lieu à de très importantes fournitures d'armes depuis trente ans, mais ce concept ne dit rien de ce que les États-Unis feraient ou ne feraient pas en cas d'attaque chinoise. Le vieux débat sur la question de savoir si l'incertitude

PRÉFACE

renforce ou affaiblit la dissuasion trouve ici matière à s'appliquer. Or, si l'ambiguïté stratégique constituait une formule commode à l'époque où le recours à la force apparaissait dans le discours chinois comme un droit théorique, une sorte d'*ultima ratio* qu'il n'était pas possible d'exclure mais ne faisait pas l'objet d'une planification sérieuse, il n'en va plus de même lorsque l'un des objectifs évidents de l'accroissement spectaculaire des capacités militaires chinoises a pour but de permettre la conquête de l'île et que se multiplient les actes d'intimidation à son égard. Aussi bien Donald Trump que Joe Biden ont d'ailleurs eu sur le sujet des « lapsus » aussitôt rectifiés par le Département d'État mais qui sont révélateurs d'une tendance favorable à un engagement plus explicite des États-Unis dans la défense de Taïwan. De ce point de vue, la crise ukrainienne donne aux analyses de Valérie Niquet un relief supplémentaire, même si l'Ukraine n'a jamais bénéficié d'une aide militaire américaine aussi considérable que Taïwan et constitue de surcroît un État reconnu internationalement de plein droit. Il semble en effet que l'idée d'une opération-éclair, dont le succès rapide aurait laissé les Occidentaux médusés et impuissants, ait été l'objectif, ou le rêve, de Vladimir Poutine, comme il pourrait être demain celui de Pékin envers l'« île rebelle ». L'échec initial de l'ambition de Moscou, qui laisse la porte ouverte à toute une gamme de scénarios pour la suite, entre une dangereuse escalade militaire et une négociation diplomatique classique, peut certes inciter le régime chinois à en revenir à un comportement plus modéré, de crainte que l'armée populaire de libération

(APL) ne souffre de lacunes comparables à celles qui ont obéré la machine militaire russe en cas d'opérations majeures – or, tout ce qui n'est pas une victoire complète équivaldrait dans ce domaine à un échec. De plus, l'Occident s'est montré capable d'imposer à la Russie des sanctions qui peuvent avoir un impact négatif pour lui-même, comme si la prise en compte des valeurs l'avait emporté sur les stricts intérêts économiques, par exemple dans l'affaire Nord Stream 2. Au demeurant, la crise ukrainienne, venant après la pandémie de Covid-19, accélère la remise en question en Occident des bienfaits de la mondialisation, ou du moins d'une conception trop naïve de celle-ci qui la voudrait découplée des enjeux politico-stratégiques. La Chine ne peut ignorer ce mouvement, qui risque de la priver d'une partie de ses leviers mais qui d'un autre côté diminue aussi sa vulnérabilité à des repréailles. Pékin sait en outre que le rôle de l'industrie et de la recherche taïwanaise demeure crucial dans des domaines clés pour son propre développement et sa capacité à s'imposer au niveau mondial. Mais l'expérience ukrainienne peut également amener les dirigeants chinois à analyser en détail les causes des déconvenues russes et à prendre le temps de combler les insuffisances de leurs forces armées, tout en développant les formes de guerre hybride par lesquelles ils s'efforcent déjà d'influer sur le destin de Taïwan.

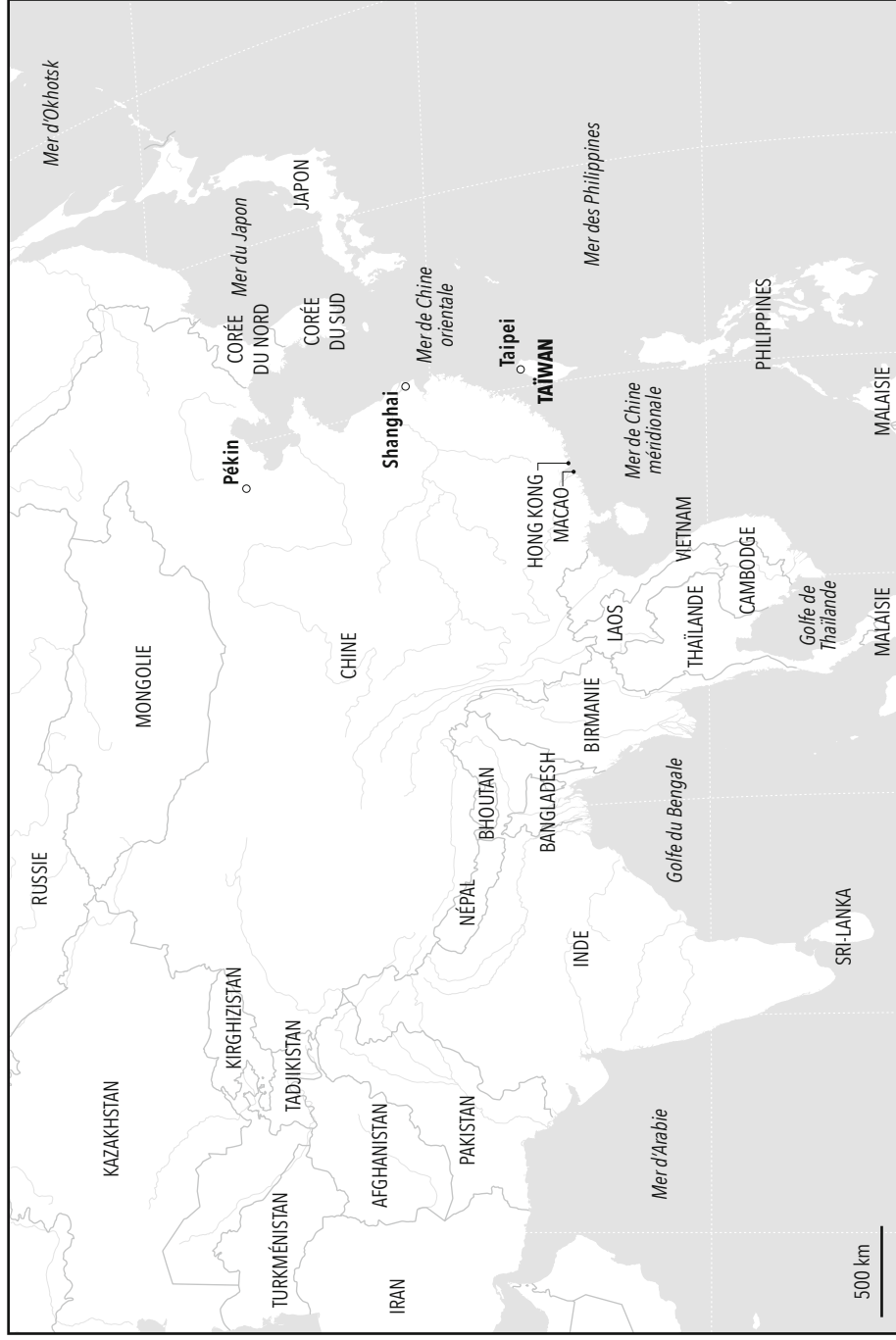
Toutefois, la vitalité de la démocratie taïwanaise et le repoussoir que constitue le modèle répressif instauré par Xi Jinping, même aux yeux des Taïwanais hostiles à l'indépendance, sont autant d'obstacles au succès d'une telle

PRÉFACE

stratégie. Parallèlement, les autorités taiwanaises, surmontant les réticences d'une partie de la population, entendent renforcer leurs capacités de défense en développant des équipements, tels les sous-marins, qu'elles ne peuvent se procurer à l'extérieur en raison des pressions exercées par Pékin sur les fournisseurs potentiels. Si la menace d'un conflit à court terme, épouvantail souvent agité aux États-Unis pour exiger une augmentation des dépenses militaires, est ainsi susceptible de s'éloigner, il serait imprudent de s'attendre à ce qu'il en soit de même des tensions quotidiennes, dont certaines pourraient donner lieu à une erreur de perception ou un dérapage incontrôlé entre les protagonistes. Taïwan est donc à la fois un acteur essentiel et un otage de la compétition entre les deux grandes puissances du ^{xxi}^e siècle, un acteur qui voit sa légitimité reconnue dans de multiples domaines tout en demeurant paradoxalement une sorte de paria diplomatique. Puisque le slogan « un pays, deux systèmes » n'est plus crédible, Valérie Niquet dessine deux grands scénarios opposés pour l'île, et donc aussi pour le monde de demain. Pour que l'Europe, dont la boussole stratégique montre qu'elle a désormais une vision moins irénique de la politique chinoise, soit en mesure de peser sur les évolutions à venir, et dans la mesure du possible vers une issue pacifique, une compréhension lucide des enjeux est nécessaire. Cet ouvrage apportera à cet égard une contribution essentielle.

Bruno RACINE
Président de la Fondation
pour la recherche stratégique

Taiwan dans son environnement régional



Introduction

La trêve est rompue dans le détroit de Taïwan et un nouveau front pourrait s'ouvrir en Asie*. Depuis l'élection de Tsai Ing-wen, présidente de la République « indépendantiste » en 2016, la République populaire de Chine (RPC) a suspendu toutes les relations de haut niveau avec l'île et multiplie les provocations militaires. L'obsession de Xi Jinping, maître de la Chine depuis 2012, est la revanche sur le passé, l'affirmation de puissance au sein d'un espace chinois fantasmé, hérité de la dynastie mandchoue, et surtout la survie du régime de dictature du Parti communiste établi en 1949. Il s'est donné pour objectif le rattachement de Taïwan à la Chine, dans des termes de moins en moins conciliants.

Si la guerre n'est pas imminente, on peut s'inquiéter des risques de dérapage provoqués par un dirigeant chinois prompt à surestimer les capacités d'une armée

* Dans les années 1980, alors que la Chine était très faible et souhaitait se rapprocher des États-Unis, Deng Xiaoping mettait au contraire en avant le concept d'unification pacifique.

populaire de libération (APL) « prête au combat ». De son côté, la présidente taïwanaise appelle au contraire les dirigeants chinois à maîtriser leurs tentations aventuristes et réaffirme l'attachement de Taïwan à la démocratie et à sa souveraineté¹.

Refuge du gouvernement de la République de Chine (ROC) depuis 1949, jamais contrôlé par la RPC, Taïwan a aujourd'hui un statut très particulier : État de fait, mais sans relations diplomatiques complètes en dehors d'une poignée de pays dont le nombre se réduit d'année en année. État démocratique dans un monde chinois qui oscille entre autoritarisme (Singapour) et totalitarisme (RPC), État non reconnu, mais qui jouit d'une légitimité croissante dans l'opinion publique mondiale, auprès des grandes démocraties, et qui entretient des relations quasi diplomatiques avec cinquante-huit États et organisations membres de l'ONU.

Taïwan pose un défi majeur au régime communiste établi sur le continent. L'île « rebelle » démontre que, dans le monde chinois, un autre modèle, politiquement et socialement ouvert et non autoritaire, est possible. L'existence et la nature même de la démocratie taïwanaise sont la preuve du caractère universel de ces valeurs démocratiques que Pékin dénonce avec force. Quelle différence, en effet, entre le Taïwan de la fin des années 1970, encore soumis à la loi martiale et aux arrestations arbitraires, mais où des groupes de jeunes et d'artistes, déjà, se tournaient vers leurs racines et le Taïwan de mes dernières visites en 2019, dans une capitale à la fois modernisée et soucieuse de la préservation